

Filière café (page 3)

# Des réformes inachevées



Le café est la première culture industrielle au Burundi, représentant jusqu'à 80% des devises entrant dans le trésor public. Cependant, ce secteur fait face à divers défis.

DEVELOPPEMENT

SOCIETE

SOCIETE



Exploitation des minerais

Vers l'exploitation des minerais de Kirundo?  
(page 2)



Pénurie des boissons Brarudi

Quand Noël perd son éclat à cause de la pénurie des boissons Brarudi (page 6)



Pénurie d'eau potable

Quand l'accès à l'eau potable devient un combat quotidien (page 8)



# Editorial Une démotivation qui tend à se généraliser



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

en grand nombre. En l'espace d'une semaine, plus de 79 000 théiers ont été arrachés dans divers secteurs théicoles de la province de Kayanza. La pénurie criante du carburant paralyse le système de collecte des feuilles de thé dans les zones théicoles. A cela s'ajoutent les arrières d'impayés aux producteurs du thé qui s'accumulent d'année en année. Les responsables de l'Office du thé du Burundi alertent sur un tarissement imminent de cette source de devises.

En ce qui concerne le décaissement des montants dus, le ministre en charge de l'agriculture promet de débloquer ce paiement avant

la fin de cette année. Le gouvernement compte mobiliser une somme de plus de 4 milliards de FBu au profit des producteurs de thé. Par rapport à la question épineuse de revoir à la hausse le prix au producteur, des stratégies pour augmenter la qualité du thé et le prix applicable aux théiculteurs seront arrêtées.

Sur le plan économique, l'économie nationale reste fragilisée par des facteurs exogènes, surtout le déficit chronique de la balance commerciale. Par conséquent, les réformes macro-économiques restent limitées. Dans un contexte de tarissement des sources de devises, le marché de change reste indomptable.

La pénurie chronique des devises fragilise davantage le tissu industriel et fait exploser les coûts de production. La compétitivité des industries locales est remise en cause. Les industriels devraient faire recours aux énergies de secours (groupes électrogènes) pour contourner le problème de déficit énergétique. Or, dans un contexte de pénurie de carburant, la production chute drastiquement.

Parallèlement, les coûts de logistique sont en nette augmentation. Comme les industriels s'approvisionnent sur le marché extérieur, la cherté des devises influe sur les coûts de production dans la mesure où les

matières premières deviennent de plus en plus chères. Raison pour laquelle, les industries locales sont dans l'obligation de réajuster les prix.

La promotion des exportations pour rééquilibrer la balance commerciale est indispensable pour rééquilibrer la balance commerciale. La reprise imminente des travaux d'extraction minière est une lueur d'espoir pour l'économie burundaise asphyxiée par la pénurie généralisée. Le pays devra profiter de la transition énergétique pour exploiter ses gisements de nickel et de terres rares ainsi que les sites aurifères.

La filière thé est en turbulence. Les théiculteurs démotivés par des prix au producteur dérisoires déracinent leurs plantations

## DEVELOPPEMENT

# Vers l'exploitation des minerais de Kirundo ?

Le gouvernement du Burundi vient d'adopter un projet de décret portant octroi d'un permis d'exploitation minière de la cassitérite, du colombo-tantalite et des minerais associés, dans le périmètre de Murehe, en faveur de la société SOTREVO Mining Company Limited. Le pays recevra 20% des recettes totales du projet.

Le conseil des ministres a octroyé un permis d'exploitation minière pour la cassitérite, le colombo-tantalite et les minerais associés dans le périmètre de Murehe, en commune de Busoni, province de Kirundo, à la société SOTREVO Mining Company Limited, dans le but de contribuer au développement économique du pays. Cette décision a été prise lors d'une réunion extraordinaire des membres du gouvernement tenue le 23 décembre 2024.

A l'issue de ce conseil, Jérôme Niyonzima, secrétaire Général de l'Etat a indiqué qu'une étude de faisabilité effectuée par SOTREVO Mining Company Limited révèle que des réserves minières estimées à 12 700 000 tonnes se trouvent dans le sous-sol de Murehe.

## Vers l'autonomie financière ?

« L'Etat du Burundi vise à maximiser les revenus du secteur minier et des carrières pour dynamiser l'économie du pays », a déclaré le porte-parole du gouvernement.



SOTREVO Mining Company Limited révèle que des réserves minières estimées à 12 700 000 tonnes se trouvent dans le sous-sol de Murehe (Photo: Ntare House)

Il a également exprimé la volonté de l'Etat de s'associer à SOTREVO Mining Company Limited pour optimiser l'exploitation du gisement de Murehe.

Le partage des gains se fera sur la base des recettes issues de la vente de la production. L'Etat du Burundi obtiendra 20% des recettes totales du projet, tandis que la société d'exploitation prendra 80% des recettes, après déduction du fonds d'amortissement. Ce gain pour le gouvernement du Burundi suscite des discussions et des divergences parmi les internautes, qui estiment que le propriétaire du sous-sol bénéficiera de trop peu de pourcentage dans ce contrat avec SOTREVO Mining Company Limited. Cependant, le code minier du Burundi, en son article 68, stipule que parmi les dispositions de la convention minière approuvée par le décret portant octroi d'un permis d'exploitation, il doit être prévu une participation de l'Etat au capital social de la société d'exploitation

minière à hauteur d'au moins 16%, avec une augmentation de 5% à chaque renouvellement du permis, ou un partage de la production minière entre l'Etat et la société d'exploitation. Cet article du code minier pourrait-il être à la base du contrat entre le Burundi et SOTREVO Mining Company Limited ? Peut-être.

## Quid des obligations des parties prenantes ?

SOTREVO Mining Company Limited dispose de plusieurs obligations supplémentaires, en plus de celles de verser 20 % des recettes totales au propriétaire du gisement minier et d'apporter son capital. La société s'engage également à constituer un fonds d'amortissement pour le projet et à assurer l'entretien et la maintenance des infrastructures, équipements et machines, afin de garantir la pérennité du projet, puisque « le contrat d'exploitation a une durée de 15 ans, subdivisée en trois phases de 5 ans chacune ».

Quant à l'Etat, il met à la disposition de la société d'exploitation le sol et le sous-sol nécessaires au projet, ainsi que l'accès à toutes les données disponibles relatives au projet.

Concernant le financement de ce projet, le Secrétariat Général de l'Etat fait savoir que l'exploitant

prévoit dépenser environ 7 milliards de francs burundais et plus de cinq millions de dollars américains pour financer la première phase du projet. Pour les deux autres phases, le coût total de l'investissement devrait dépasser quarante-cinq milliards huit cent quatre-vingt millions de FBu, comme l'indique le porte-parole du gouvernement.

L'histoire des minerais de cassitérite, de colombo-tantalite et des minerais associés a commencé à faire surface sur les réseaux sociaux depuis le mois de juillet, lorsque le chef de l'Etat était en visite dans différentes provinces du pays lors d'un événement dénommé «caravane Inkebuzo». Il a fait une pause sur la colline Gatete pour visiter la société Bumeco (Burundi Metal Company) dirigée par deux entrepreneurs burundais spécialisés dans l'extraction de la cassitérite et du coltan.

Les gestionnaires de Bumeco ont révélé avoir fait une découverte déconcertante : un tunnel profond d'environ 250 mètres, vestige de l'époque coloniale belge. « Les colons l'avaient utilisé pour l'extraction des minerais avant de le sceller avec du béton armé après l'indépendance, effaçant ainsi toute trace de sa présence. Pendant cinquante ans, les Belges ont exploité cette réserve en toute discrétion », a expliqué l'un des responsables de Bumeco. Il a précisé que cette réserve contient plus de 12 millions de tonnes de cassitérite, d'une valeur estimée à 50 millions USD.

Méchaël Tuyubahe

**BurundiEco**  
 C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design  
 Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
 Parution le vendredi  
 Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
 Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
 Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 27 Décembre 2024		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2891	2937
Euro	3009	3057
Shi. Kenyan	22,3691	22,7299
Shi. Tanzanien	1,1947	1,2140
Shi. Ougandais	0,7899	0,8027
Fr Rwandais	2,1004	2,1343

## Une filière en léthargie

Le café est la première culture industrielle au Burundi, représentant jusqu'à 80% des devises entrant dans le trésor public. Cependant, ce secteur fait face à divers défis. Pour y remédier, des réformes ont été mises en place afin de redynamiser la filière café et d'améliorer sa compétitivité. Les autorités de la province de Ngozi, l'une des principales régions productrices de café, envisagent de planter plus de 1 500 000 caféiers



Le lancement national de la campagne de pulvérisation, de fertilisation et de mise en place des plants de caféier, exercice 2024-2025a eu lieu le 27 novembre 2024 sur la colline Cigumije, zone Mivo en commune et province de Ngozi.

Le secteur caféicole au Burundi fait face à de nombreux défis, notamment le vieillissement des plants, le faible prix rémunérateur, et le retard dans l'approvisionnement en fertilisants. Ce qui entraîne une faible production. Lors d'une rencontre en mai 2024 à Ngozi entre le Président de la République du Burundi et tous les acteurs du secteur du café, Evariste Ndayishimiye a révélé que le Burundi perd chaque année 47,6 millions de dollars en raison de la mauvaise négociation des prix du café. Le président a également souligné qu'il est incompréhensible que le café burundais soit vendu à 3,6 USD le kg, tandis que celui des autres pays de la région se vend entre 7 et 8 USD le kg. Il a promis une augmentation du prix du café au producteur.

Par ailleurs, il a recommandé aux autorités du secteur de s'assurer qu'en 2025, chaque producteur de

café dispose de plus de vingt mille plants de café afin de redynamiser ce secteur.

### Des réformes pour redynamiser le secteur café

Selon le décret n° 100/002 du 7 janvier 2020 portant révision du décret n° 100/012 du 14 janvier 2005, des réformes ambitieuses ont été mises en place pour revitaliser le secteur du café, améliorer sa qualité et soutenir les agriculteurs.

Parmi ces réformes figurent les points suivants: La libéralisation de la filière café est reconnue à tout intervenant suivant les conditions et les normes établies par l'Etat; l'Etat détient exclusivement la compétence de pérenniser, coordonner, réguler et assurer le suivi sur tous les maillons de la filière café, à travers ses organes techniques et de régulation ; l'encadrement de la caféiculture revient à l'Etat via son organe technique en collaboration avec les services techniques du

ministère en charge de l'agriculture ; la perception des frais de développement du secteur café est confiée exclusivement à l'organe technique de l'Etat, qui détermine leur affectation ; les infrastructures, équipements, terrains ou bâtiments appartenant à l'Etat et cédés ou vendus illégalement seront récupérés d'office et rétrocédés à la filière café dans le respect des procédures légales ; la part réservataire représente la part de l'Etat dans les entités ayant acquis le patrimoine public.

### Sensibilisation des caféiculteurs de Ngozi

La province de Ngozi est le premier producteur de café de qualité en grande quantité au Burundi. La commune de Mparamirundi se distingue par sa production de café, suivie par la commune de Mwumba. Désiré Minani, le gouverneur de la province de Ngozi a indiqué que les caféiculteurs sont en train de remplacer les vieux plants afin d'avoir une bonne production « Nous visons de planter plus de 1 500 000 caféiers, car nous savons que cette culture fait entrer les devises dans les caisses de l'Etat ». Minani affirme également que la lutte contre la commercialisation frauduleuse du café à Ngozi atteint actuellement 95%, mais avec l'objectif de parvenir à 100%.

Signalons que le lancement national de la campagne de pulvérisation, de fertilisation et de mise en place des plants de caféier, exercice 2024-2025a eu lieu le 27 novembre 2024 sur la colline Cigumije, zone Mivo en commune et province de Ngozi. Cette pulvérisation protège les plants de caféiers contre des maladies comme les punaises et l'antracnose, et la fertilisation favorise leur croissance et leur rendement de qualité, tandis que l'implantation de nouveaux plants permet leur multiplication et le remplacement de vieux plants.

Aline Niyibigira

## AGRICULTURE

## Une pierre angulaire de l'économie en difficulté

Depuis presque cinq ans, l'Office du Thé du Burundi (OTB) enregistre une baisse de la production du thé. Les recettes issues de la vente de ce produit ont également diminué, impactant l'économie nationale, étant donné que le thé burundais est la deuxième source de devises la plus importante du pays. L'OTB envisage plusieurs stratégies pour revitaliser cette culture combien essentielle

Au premier semestre de cette année, l'OTB a enregistré une baisse de plus de 29 % de la production de thé attendue. Selon le Directeur Général de l'OTB, cette perte affecte également les devises générées par le thé pour les caisses de l'Etat. Ce problème n'est pas nouveau pour cette culture, pilier des exportations nationales.

Selon les données de la Banque de la République du Burundi, la quantité de thé exportée est passée de 11 145,2 tonnes en 2015 à 8 832,2 tonnes en 2020, soit une diminution de 20,75 % en cinq ans. Elle est ensuite passée de plus de 51 000 tonnes en 2020 à 47 378 tonnes en 2023-2024.

Comme l'a signalé le directeur général de l'OTB, lorsque la production diminue, les exportations de thé diminuent également, entraînant une baisse des devises générées. Par exemple, avec la baisse de la production, les recettes sont également tombées de 50 068,9 millions de FBu en 2017 à 46 407,2 millions de FBu en 2018 avant d'atteindre 40 192,4 millions de FBu en 2020.



Lorsque la production diminue, les exportations de thé diminuent également, entraînant une baisse des devises générées.

### Les facteurs favorisant cette perte sont diversifiés

Selon le directeur général de l'OTB, cette perte est généralement due au dessouchage des théiers par les producteurs. « Selon les rapports reçus de nos collaborateurs, plus de 70 hectares de théiers ont été arrachés depuis 2020. Après avoir reçu ces rapports, nous avons écrit une lettre au ministre ayant l'agriculture dans ses attributions pour lui demander d'intervenir afin d'arrêter cette destruction

des théiers, car l'OTB ne peut pas gérer cette situation seule », a-t-il expliqué.

Une autre cause de la baisse de production est la mauvaise disponibilité des engrais. Selon lui, les fertilisants ne sont pas fournis régulièrement et arrivent parfois à des moments inappropriés pour la fertilisation. « Récemment, des problèmes mécaniques dans les usines ont empêché le thé d'atteindre la qualité requise, entraînant une baisse de son prix sur le marché mondial », ajoute-t-il.

L'OTB collecte les récoltes de thé dans les hangars et les transporte vers les usines pour transformation. Ces opérations nécessitent des quantités élevées de carburant, notamment de mazout, qui sont actuellement indisponibles. Pour fonctionner correctement, l'OTB a besoin de 50 mille litres de mazout par mois. Actuellement, la Sopebu lui fournit entre 20 mille et 30 mille litres par mois, soit moins de la moitié des besoins de l'OTB. Cela impacte considérablement la production du thé.

### Quid des pistes de solutions ?

En réponse aux préoccupations des producteurs de thé en ce qui concerne la modicité du prix au producteur, ce cadre se veut rassurant. Comme il l'a signalé, le conseil d'administration de l'OTB prévoit augmenter les paiements aux producteurs de thé en 2023 et 2024 jusqu'à un total de plus de 4,5 milliards de FBu. « Les agriculteurs qui ont vendu le thé à l'OTB recevront au cours de la première période un supplément de 70 FBu par kilo, tandis que pour la seconde période ils bénéficieront d'un supplément de 56 FBu par kilo. Cet effort vise à dissuader les agriculteurs d'arracher les théiers », explique-t-il.

Une autre stratégie prévue par l'OTB consiste à regrouper les producteurs de thé en coopératives afin de les soutenir. « Aujourd'hui, l'OTB soutient les coopératives des théiculteurs à hauteur de plus de 250 millions de FBu par an. L'année prochaine, des stratégies seront mises en place pour augmenter cette aide et accroître la production du thé », ajoute-t-il.

Pour pallier au manque de mazout, ce cadre demande aux instances habilitées d'octroyer à l'OTB une autorisation d'importer du carburant suffisant pour faire fonctionner l'office. Quant à la disponibilité des devises pour importer le carburant, il espère qu'il n'y aura pas de problème, car l'office génère des devises.

Florence Inyabuntu

# Innocent Mpawenayo, un passionné au service des crabes

La protection du crabe, une espèce qu'il estime en voie de disparition, a poussé Innocent Mpawenayo à les élever pour les protéger. En plus de cela, ce travailleur saisonnier (réparateur de télévisions), devenu crustaculteur à la colline de Gifugwe, commune Mpanda, province de Bubanza à l'Ouest du pays, élève également des perdrix (inkware), des faisans (inkanga), des canards, des porcs et des poissons

« J'élève actuellement 100 crabes. Je n'ai pas de problème de suivi, car ils ne sont pas exigeants. Ils aiment l'eau propre et mangent de la boue, et je n'ai pas encore commencé à les exploiter », explique Innocent Mpawenayo, un éleveur-bricoleur, trentenaire et père de trois enfants.

Par ailleurs, informe-t-il, il n'élève pas que des crabes. « Je pratique l'élevage des perdrix pour les sauver de ceux qui veulent les consommer », martèle-t-il avant d'ajouter qu'il fait également du polyélevage, soit l'élevage des faisans, des canards et des porcs. Ces animaux aident également à alimenter ses six étangs piscicoles. M. Mpawenayo annonce que ses étangs piscicoles contiennent trois sortes de poissons, à savoir: les tilapias, les callias et les calpes.

Cependant, il déplore que l'alimentation soit un défi majeur dans ses activités quotidiennes. Pour lui, le son de riz est devenu très cher. Le prix du kilo de celui-ci est passé de 200 FBu à 800 FBu.



Innocent Mpawenayo, un éleveur-bricoleur : « Dans le but de protéger les crabes, j'en élève actuellement une centaine ».

## Création d'un emploi permanent

« Normalement, je suis réparateur de postes téléviseurs. Mais, j'ai constaté que je ne trouvais le travail que de manière temporaire. Ce qui m'a poussé à compléter mon activité par le polyélevage », explique M. Mpawenayo avant de se réjouir que, lorsqu'il ne trouve pas de postes

téléviseurs à réparer, il s'occupe directement de son élevage.

Et de préciser : « Ce dernier est d'ailleurs rentable. Pour les poissons, lorsque je pêche, je vends 1 kg de poisson entre 15 000 et 20 000 FBu. Par ailleurs, un alevin est vendu à 500 FBu et un porcelet de 3 mois à 100 000 FBu. »

Ce crustaculteur fait remarquer

qu'il a également donné de l'emploi à des personnes tierces, dont 3 permanents et 5 journaliers.

Jean-Pierre Surwigano, chef de zone de Musenyi, commune Mpanda, province de Bubanza, reconnaît qu'Innocent Mpawenayo a réalisé une œuvre louable en créant des emplois. D'après lui, beaucoup de jeunes ne sont occupés que par des activités informelles souvent peu

recommandables. Parfois, ceux-ci entraînent des vols. Ce qui devient non seulement une menace pour les familles, mais aussi une source d'insécurité pour la zone. Il invite d'autres jeunes à ne pas croiser les bras et à travailler pour un meilleur avenir.

Mélance Maniragaba

## DEVELOPPEMENT

# Kayanza : La pérennisation des projets, un pari à gagner

Bien que la province de Kayanza ait bénéficié de divers projets de développement, plusieurs de ces initiatives peinent à fonctionner pleinement. Les coopératives bénéficiaires appellent les autorités locales à garantir la pérennité de ces projets pour le bien de tous

En octobre 2018, une usine de transformation du blé d'un coût de 1,5 milliard de FBu, a été inaugurée sur la colline Yanza, dans la commune Muruta, province de Kayanza. Depuis lors, cette usine a été pratiquement inactive. Selon Jérémie Nshimirimana, président de la coopérative de production et de transformation du blé (Coprotrab), ils avaient un projet de transformation du blé en farine. Comme il le témoigne, ils avaient tout pour commencer, sauf l'essentiel : l'électricité.

« Nous n'avions pas de problème de matières premières, nous avions beaucoup de producteurs de blé avec lesquels nous comptions travailler. Nous étions même prêts à importer le blé de l'étranger pour compléter la production locale. Nous avons des machines capables de transformer 10 tonnes de blé par jour, mais nous manquons d'électricité », regrette-t-il.

## Un transformateur suffit pour ressusciter cette usine

Comme l'explique Nshimirimana,



Les pertes sont énormes tant pour les membres de la coopérative, les agriculteurs, mais aussi pour l'économie nationale.

pour que ces machines fonctionnent correctement, il faut une alimentation électrique stable, mais celle dont ils disposent ne peut alimenter que deux machines à la fois.

« Pour que notre projet ne tombe pas à l'eau, nous avons eu recours à l'utilisation d'un groupe électrogène. Mais nous avons rencontré des problèmes liés à la cherté et à la pénurie du carburant. Après avoir mis sur le marché ce que nous avons produit grâce au groupe électrogène, nous avons réalisé que nous travaillions à perte », témoigne-t-il.

Ils ont alors contacté les responsables de la Regidose qui ont constaté qu'ils avaient besoin d'un transformateur. Ils l'ont demandé, mais jusqu'à présent, ils n'ont reçu aucune réponse.

## Les pertes sont énormes

Nshimirimana indique que cette coopérative a enregistré d'énormes pertes au cours de ces six années. Parmi les principales pertes, il cite les machines qui risquent de se détériorer, les capitaux des membres de la coopérative qui étaient censés générer des bénéfices et le fait qu'ils continuent à payer un veilleur pour une usine qui ne produit rien.

Selon lui, une usine comme celle-ci aurait non seulement favorisé le développement des membres de la coopérative et généré des emplois pour réduire le taux de chômage, mais aurait également permis à l'Etat de bénéficier des impôts et des taxes. De plus, cette usine aurait apporté une plus-value aux producteurs de blé de la province en leur achetant le kilo de blé entre 2500 et 2800 FBu, contre 800 à 1000 FBu ailleurs.

Il exige à l'administration locale de poursuivre le travail entamé par les bienfaiteurs pour éviter que de tels projets ne tombent à l'eau.

## Coprotrab n'est pas la seule à peiner à fonctionner

La coopérative Duhingure Ivoka a été créée en 2018 dans la province de Kayanza. Son objectif était de transformer les avocats en huile de cuisson, en produits cosmétiques, en tourteaux et en fromage, avec une prévision de production de 600 à 800 litres d'huile d'avocat par jour.

Malheureusement, le fournisseur du matériel a livré des machines défectueuses. Après un premier retour des machines, il a fourni d'autres équipements également défectueux, puis il n'a plus donné signe de vie depuis 2021. « Nous avons signalé le problème aux autorités compétentes qui nous ont assuré qu'elles cherchaient à le retrouver mais, jusqu'à présent, il demeure introuvable », explique Gilbert Ndaryizaniye, président de cette coopérative. Il ajoute qu'une autre usine destinée à produire des jus a subi le même sort dans cette province.

Il déplore que les pertes liées à ces problèmes soient énormes, tant pour les membres de la coopérative, les agriculteurs, mais aussi pour l'économie nationale. Ndaryizaniye demande aux autorités de les aider à faire fonctionner cette mini-station. Selon lui, lorsque des bienfaiteurs initient un projet de développement, l'administration locale devrait également les soutenir pour que le projet soit durable et bénéfique pour la population.

Florence Inyabuntu

# La prune de Japon, une fierté des producteurs

La culture des fruits est une filière agricole dans laquelle certains cultivateurs s'investissent beaucoup. Non seulement elle peut permettre à une personne de vivre décemment mais, elle joue également un rôle essentiel dans l'amélioration de la santé de l'homme. Dans la province de Bujumbura, la culture des fruits est largement pratiquée. Cependant, la cherté des produits phytosanitaires, la pénurie ou l'insuffisance des engrais chimiques handicapent cette activité. Reportage.



Siméon Irakoze, l'arboriculteur fruitier : « La culture des fruits exige un suivi attentif, en particulier en matière de pulvérisation des plantes afin de lutter contre les maladies ».

Il est 10 heures du matin, à environ un kilomètre du chef-lieu de la commune d'Isare, précisément sur la colline Bibare dans la province de Bujumbura. Dans cette localité, la majorité des habitants vivent de l'agriculture et de l'élevage. Ils cultivent des haricots, des maniocs, du maïs, des légumes et d'autres plantes.

Les reporters du journal Burundi Eco croisent, dans son champ, l'arboriculteur fruitier Siméon Irakoze. Ce dernier s'est engagé dans la culture des fruits, en particulier les tamarillos ou tomates en arbre, les fruits de la passion (maracuja) et les aubergines. Il souligne que cette activité lui permet de vivre décemment. Cela fait cinq ans qu'il s'est lancé dans la culture des fruits. Les revenus générés par cette filière lui permettent également de subvenir aux besoins de sa famille et de diversifier ses activités. Grâce à son engagement et à sa ténacité, il a déjà acheté deux vaches. Il précise qu'il possède actuellement 300 tamarillos. Il espère que la

prochaine récolte lui permettra d'obtenir jusqu'à 150 kg de fruits.

## La cherté des produits phytosanitaires, un défi de taille pour la culture des fruits

L'accès aux produits phytosanitaires pour la pulvérisation des fruits reste un véritable défi, selon Siméon Irakoze. « Je dois me rendre dans la capitale économique pour les acheter. Ce qui implique des déplacements et des frais considérables. Ces produits sont généralement très chers. Par exemple, un litre de produits phytosanitaires destinés à la pulvérisation des fruits coûte

actuellement 150 000 FBu », précise-t-il.

En outre, la pénurie et l'insuffisance des engrais chimiques ainsi que les retards dans leur approvisionnement figurent parmi les principaux défis rencontrés par cet arboriculteur fruitier. Il souligne particulièrement l'importance de l'urée, un élément clé dans la bonne croissance des fruits. Sans cet engrais, le rendement demeure faible.

## Techniques de préparation des semences de tamarillos

La préparation des semences

de tamarillos commence par la sélection des fruits sains, vigoureux et mûrs. Une fois cette étape accomplie, les procédures suivantes sont plus que nécessaires : couper le fruit en deux, extraire les graines, puis les séparer de la chair et les laver à l'eau propre. Il est important d'éliminer les graines qui flottent et de conserver uniquement celles qui se déposent au fond du récipient, selon le Bulletin de la recherche agronomique du Burundi de décembre 2017.

Ensuite, les graines doivent être séchées dans un endroit aéré et lumineux, à l'abri du soleil, pendant au moins deux jours, sur un tamis ou un tissu qui permet à l'eau de s'écouler. Après séchage, il est

recommandé d'enrober les graines de thiram ou de benlate (2 à 3 g par kg de semences) pour assurer une meilleure protection. Les graines ainsi préparées peuvent être conservées pendant un maximum de trois mois.

## Un suivi rigoureux pour la culture des tamarillos

Pour cultiver les tamarillos ou tomates en arbre, la première étape consiste à préparer le sol, puis à aménager des pépinières pour enfin procéder au semis. Cette culture exige un suivi attentif, en particulier en matière de pulvérisation des plantes afin de lutter contre les maladies. L'arboriculteur fruitier Irakoze insiste sur l'importance d'un suivi rigoureux des cultures en ajustant la pulvérisation en fonction de l'état des fruits pour garantir un bon rendement.

Lors de l'apparition des fleurs qui se transformeront en fruits, une nouvelle pulvérisation est nécessaire pour les protéger contre les maladies, conseille Irakoze. Selon lui, un tamarillo commence à produire des fruits environ un an après la plantation et peut continuer à en produire pendant cinq ans.

Comme pour d'autres cultures, il existe différentes variétés de tamarillos. Irakoze précise que les tamarillos naturels sont meilleurs, car ils résistent mieux aux maladies et ont une durée de vie plus longue que les variétés modernes. Il encourage d'autres agriculteurs à investir dans cette culture tout en soulignant son importance pour l'alimentation humaine. Les fruits des tamarillos sont riches en vitamines A, C, et en sels minéraux (calcium, magnésium et fer).

Jonathan Nzoyibonera

## ENTREPRENEURIAT

### Ngozi

# Joséphine Rukundo excelle dans la fabrication des œuvres d'art

Mme Joséphine Rukundo se réjouit du fait qu'elle parvient à se prendre en charge grâce au métier de fabrication des paniers. Elle est ravie, car elle s'est procurée de la valeur et de la dignité. Cette sexagénaire résidant au chef-lieu de la province de Ngozi inspire même les voisins.



Mme Joséphine Rukundo se réjouit du fait qu'elle parvient à se prendre en charge grâce au métier de fabrication des paniers.

Nous sommes le 26 novembre 2024 au chef-lieu de la province de Ngozi. Juste à près de 100 mètres du bâtiment abritant le siège de la province Ngozi sur la route nationale (RN1) qui se dirige vers les provinces du Nord telles que Muyinga et Kirundo.

Elle pratique le métier de fabrication des paniers à l'aide des cordes utilisés pour emballer les marchandises, surtout les friperies.

Cette sexagénaire qui habite au centre urbain de Ngozi fait savoir qu'elle s'est décidée de pratiquer ce métier pour ne pas dépendre directement des autres. Avec fierté, elle indique qu'il y a plus de trois ans qu'elle exerce ce métier.

Elle se présente à cet endroit de lundi à vendredi à cet endroit. « Je commence souvent mes activités à 8 h du matin pour les clôturer à 15h 30 », explique-t-elle. Elle fabrique trois paniers et plus par jour.

Chacun s'achète à 2500 FBu et 5000 FBu selon la taille. Elle est ravie du fait qu'elle parvient à encaisser 15 000 FBu par jour.

Avec ce montant, elle fait remarquer qu'elle parvient à se prendre en charge. Elle s'achète tout ce dont elle a besoin. « Je n'ai pas de problème en ce qui concerne les habits, les vivres ou les médicaments, car je m'en approvisionne avec les moyens financiers générés par ce métier », argue-t-elle.

## Les clients, pas un souci

Et d'ajouter que les clients affluent à tire larigot. « J'ai déjà une commande de 15 paniers. Les clients arrivent à tout moment et leurs paniers sont déjà disponibles », précise-t-elle.

Rukundo est satisfaite du fait qu'elle parvient à se prendre en charge malgré qu'elle appartienne actuellement au groupe des personnes les plus âgées. De

plus, ses voisins lui accordent beaucoup de respect suite à cette étape franchie en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie.

Actuellement, elle argue que certains commencent à la solliciter pour qu'elle les forme dans la fabrication des œuvres d'art. Elle a déjà formé 10 personnes. Elle demande à toutes les personnes de son âge de lui emboîter le pas pour contribuer à leur autonomisation.

Selon elle, dépendre toujours d'autrui ne donne pas de la valeur et de la dignité. De plus, on ne peut pas se satisfaire en tout. C'est pourquoi elle va déployer tous les efforts pour pouvoir se prendre en charge.

Les habitants du chef-lieu de la province de Ngozi qui se sont entretenus avec Burundi Eco apprécient positivement les efforts consentis par cette sexagénaire.

## Quand Joséphine Rukundo inspire les autres

C'est le cas pour Paul Ndinkabandi. Selon lui, Joséphine Rukundo est une femme modèle qui inspire les autres dans cette localité. Il affirme que c'est une femme qui a plus de 60 ans. Pourtant, elle a toujours la soif de chercher de l'argent pour se prendre en charge.

Mme Martienne Kanyange abonde dans le même sens. Elle laisse entendre que Joséphine Rukundo est une femme très respectée qui se distingue des autres personnes de son âge grâce à l'argent qu'elle tire de son métier.

Et de conclure que les œuvres d'art qu'elle fabrique sont de bonne qualité. Raison pour laquelle elle n'a pas de souci avec la clientèle.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# Quand Noël perd son éclat à cause de la pénurie des boissons Brarudi

La célébration de Noël 2024 n'a pas répondu aux attentes des Burundais, en raison de la pénurie des boissons Brarudi. Les bars sont à sec et les amateurs de la bière ont eu du mal à éteindre leur soif. Parallèlement, les autorités administratives se sont lancées dans une chasse aux commerçants écoulant les produits Brarudi à des prix supérieurs aux tarifs officiels.



La célébration de Noël a été marquée par un manque criant des boissons Brarudi.

Chaque année, le 25 décembre, Noël est célébré dans le monde entier. Au Burundi, cette année, la fête a été marquée par une absence notable des boissons les plus prisées, en l'occurrence les produits Brarudi. Normalement, cette fête chrétienne est synonyme de convivialité et la consommation de la bière fait partie intégrante des célébrations. Mais en l'absence des boissons produites par la Brarudi, la fête a perdu de son éclat, surtout dans les villes et les centres urbains où les boissons locales sont rares.

A titre d'exemple, au Nord de la ville de Bujumbura, plus précisément à Carama, nous avons visité une dizaine de bars installés le long de la Route Nationale No 9, la veille de Noël. Aucun ne proposait de bière Brarudi. Certains n'offraient

même que des limonades. « J'ai parcouru tous mes bars habituels pour essayer d'acheter une Primus ou une Amstel, mais je suis rentré bredouille à cause de la pénurie des boissons alcoolisées qui dure depuis quelques jours », s'est désolé un habitant de Carama, la veille de Noël. Et la situation ne s'est pas améliorée dans d'autres quartiers de la ville. Dans la commune de

Mukaza, les amateurs de la bière étaient tout aussi déçus. « J'ai voulu boire une bière vers 20h le 24 décembre, mais le bar que je fréquente venait juste d'épuiser son stock », a expliqué un habitant de Buyenzi à la 10<sup>ème</sup> avenue.

Le jour de Noël, la situation n'a pas changé. Les boissons Brarudi se sont fait de plus en plus rares.

Dans certains quartiers comme Carama, les habitants se sont résignés à constater que Noël n'était pas vraiment fêté comme il se le doit. Pour beaucoup d'entre eux, ne pas boire de bière pendant les festivités est inconcevable. Comme alternative, ceux qui ne pouvaient pas se permettre d'acheter des boissons importées se sont rabattus sur des limonades conditionnées dans des bouteilles en plastique.

Certains fêtards déçus ont expliqué que l'absence des boissons Brarudi a largement hypothéqué à la célébration de Noël. Ce sentiment général de déception se lisait sur de nombreux visages. La pénurie des boissons Brarudi a considérablement impacté l'ambiance de cette fête chrétienne. Les amateurs de la bière ont été privés de ce qui constitue une part importante de leur célébration et l'événement tant attendu n'a pas eu l'intensité qu'on en attendait.

## Malgré tout, le gouvernement est déterminé à stabiliser les prix des boissons Brarudi

En parallèle, le gouvernement a renforcé les mesures pour lutter contre la commercialisation des boissons Brarudi au-delà des prix

officiels. Depuis quelques semaines, les autorités administratives, tant à Bujumbura qu'à l'intérieur du pays, se sont mobilisées pour contrôler que la vente des boissons Brarudi respecte les prix officiels. Les commerçants attrapés en flagrant délit ont été sanctionnés et certains ont vu leurs bars fermés définitivement. A titre d'exemple, le 18 décembre 2024, l'administrateur de la commune Ntahangwa, Ernest Niyonzima, a rendu publique une liste de plus de 30 débits de boissons fermés pour non-respect des prix officiels.

Les détaillants expliquent que la hausse des prix des produits Brarudi est due à des difficultés d'approvisionnement. Les grossistes peinent à disponibiliser les boissons dans leurs stocks. Ce qui force les tenanciers de bars à s'approvisionner auprès de leurs collègues qui ont eu la chance d'en décrocher à temps chez les grossistes à des prix beaucoup plus élevés. Pour compenser cette hausse des prix des produits Brarudi, les prix de vente desdits produits sont souvent revus à la hausse. Par exemple, la Primus de 72 cl et l'Amstel de 65 cl se vendent aux alentours de 5000 FBu alors que leurs prix officiels sont respectivement de 2500 FBu et 3500 FBu.

Gilbert Nkurunziza

## INTEGRATION REGIONALE

# La formation en cours d'emploi, un impératif

Le renforcement des capacités des agents et cadres de l'Etat est un outil indispensable pour booster le développement durable. C'est du moins la conviction de l'enseignant formateur Aimé Ndayizamba qui mène ses recherches sur ce domaine. A l'issue d'une table ronde sur l'administration publique tenue à Kampala, il nous partage les leçons tirées de cette rencontre annuelle et son analyse sur les obstacles et limites des formations en cours d'emploi dans notre pays



Le renforcement des capacités et la formation continue du personnel doivent être enracinés dans l'esprit des entreprises locales.

En date du 26 au 29 Novembre 2024, l'Association Africaine pour l'Administration et le Management (AAAPAM) a organisé sa 43<sup>ème</sup> table ronde. Cette rencontre annuelle a rassemblé à Kampala plusieurs personnalités, des cadres de l'Etat, des experts, etc. provenant de 19 pays africains. Les échanges s'articulaient autour du thème central : « UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE AGILE ET RESILIENTE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE » décliné à son tour en sous thèmes. Une délégation burundaise de 10 personnes dont l'étudiant Aimé Ndayizamba a part à l'évènement. Il a eu l'occasion d'entretenir les participants à travers le sous-thème : renforcement du leadership et de la capacité de gestion dans l'administration publique.

Dans sa présentation, Docteur Aimé Ndayizamba, Enseignant-Formateur à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) a partagé les résultats préliminaires de son étude sur la formation en cours d'emploi et son impact sur l'administration publique au Burundi. Le choix d'orienter ses recherches vers la formation continue a été motivé par son intérêt accru envers le domaine du renforcement des

capacités en tant qu'enseignant formateur à l'ENA. Pour lui, sans un renforcement des capacités, sans développement des compétences des institutions nationales, il n'y a pas de croissance soutenue. De surcroît, le faible niveau des capacités constitue un sérieux obstacle à l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté. D'où l'intérêt d'investir dans la formation continue des fonctionnaires de l'Etat.

## Des leçons tirées de la table ronde

La table ronde a réuni les cadres des Etats de 19 pays africains et leurs partenaires au développement. Dans ce genre de situation, on y gagne beaucoup à travers le networking- sessions de réseautage entre les agents publics et les experts-chercheurs pour échanger sur les pratiques administratives dans leurs pays d'origine. En marge du séminaire, on six meilleures institutions africaines parmi 67 qui

ont candidaté ont franchi la phase finale pour sélectionner trois qui ont été primées. Cela incite les autres institutions à mieux travailler pour améliorer leur score.

A l'issue de la table ronde, nous avons constaté que les pays africains doivent mobiliser des efforts supplémentaires pour lutter contre la corruption endémique dans les services publics. Ils doivent arrêter des stratégies pour renforcer l'administration afin d'améliorer les prestations publiques et rendre un service public de qualité. C'est par exemple à travers la digitalisation des services pour faciliter leur accès aux citoyens. « La digitalisation est une potion magique aux traceries administratives du moment qu'elle est accessible. Elle favorise la promotion des pratiques de l'e-gouvernance et le télétravail. Il suffit juste d'investir dans les infrastructures numériques de qualité et la formation des agents sur les usages et l'exploitation des outils digitaux ».

## La formation comme outil de développement

Dans les années 1960, l'Afrique avait d'énormes potentialités par rapport aux pays asiatiques pour se développer. Cependant, la différence au niveau de la scolarisation des futurs cadres et dirigeants des pays fait que les pays asiatiques devançaient de loin ceux du continent africain en matière de développement. Ce chercheur reste convaincu qu'un fonctionnaire qui passe 10 ans en poste sans être formé éprouve des difficultés pour s'adapter à l'environnement de travail hyper dynamique. Il suggère la planification régulière des sessions de formation et de recyclage du personnel. D'ailleurs, la formation professionnelle et continue des employés figurent parmi les obligations de l'employeur (art. 93 alinéa 16 du Code du travail).

Normalement, le renforcement des capacités intervient à trois niveaux, à savoir : sur le plan individuel (expérience, connaissances, compétences techniques), au niveau organisationnel (politiques internes, conventions, procédures, cadres) et par rapport à l'environnement de travail (politique, législation, relation de pouvoir, normes sociales).

## Des formations à faible portée

Chaque année, le gouvernement et ses partenaires mobilisent des fonds pour organiser des sessions de formation à l'endroit des cadres et agents de l'Etat. Pourtant, la qualité des services publics laisse à désirer. Le chercheur Ndayizamba tente d'expliquer les causes profondes de ce phénomène. Certes, le renforcement des capacités des fonctionnaires de l'Etat a un impact sur la qualité des prestations, mais le problème réside au niveau de

l'identification des participants. La formation doit répondre à un besoin réel. Par contre, « dans nos pays les renforcements des capacités coûtent une fortune à l'Etat et certains les considèrent comme des opportunités pour gagner des sous via les perdiems et les frais de mission surtout pour les formations à l'étranger. Le choix des participants est donc subjectif au lieu d'être objectif ».

D'autres limites au niveau national sont liées aux langues d'apprentissage. Dans la plupart des cas, les programmes de formation sont conçus dans des langues étrangères. Certains participants éprouvent d'énormes difficultés d'assimilation des contenus des sessions de formations car ils ne maîtrisent pas la langue de formation. A cela s'ajoute, l'insuffisance du Budget et du matériel alloué aux sessions de formations.

Le renforcement des capacités et la formation continue du personnel doivent être enracinés dans l'esprit des entreprises locales. Parallèlement, chaque employé du secteur public ou privé doit investir dans sa formation personnelle pour apprendre de nouvelles connaissances. Avant d'organiser une formation, il faut identifier au préalable les besoins et définir le profil des participants tout en impliquant les partenaires. « La condition sine qua non pour qu'un renforcement des capacités soit couronné de succès est de réaliser une étude préalable des besoins en termes de formation. En ce sens, toutes les parties prenantes doivent être impliquées. Et les agents formés sont sensibilisés qu'ils doivent rendre des comptes sur la mise en application des connaissances acquises », conclut-il.

Benjamin Kuriyo

# Le miracle du Nouvel An de 1xBet : faites de vos rêves une réalité !

Le Nouvel An est une période de miracles, de réalisation de souhaits et de nouveaux espoirs. Pendant cette saison festive, 1xBet vous donne l'opportunité de réaliser vos rêves les plus chers, qui semblaient inaccessibles. Avec ses joueurs, la société veut créer des miracles et rendre le monde meilleur !

## Qu'est-ce que c'est que « Réalisation des rêves » de 1xBet ?

1xBet a lancé une initiative unique qui changera la vie des participants. Dans le cadre du concours «Réalisation des rêves», la société finance la réalisation des rêves les plus intéressants, les plus significatifs sur le plan social et les plus sincères. Cette activité vise non seulement à améliorer la vie des individus, mais aussi à rappeler à tous que le soutien et les bonnes actions peuvent devenir un véritable miracle du Nouvel An.

## Comment participer au concours ?

C'est très simple :

1. Allez vers le post spécial du concours sur la page officielle sur les réseaux sociaux de 1xBet.

<https://instagram.com/1xbet.bi>

<https://www.facebook.com/1xbet.bi/>



[https://twitter.com/1xbet\\_bi](https://twitter.com/1xbet_bi)

2. Décrivez votre rêve ou partagez une histoire qui doit être réalisée. Soyez sincère et inspirant(e) - c'est votre chance de parler de vous et de votre rêve au monde entier !

3. Attendez que l'équipe 1xBet sélectionne les rêves les plus intéressants pour le vote.

Tous les utilisateurs peuvent voter. Cela créera un processus transparent et équitable - après tout, la décision finale sera prise par la communauté.

## Quand le concours aura-t-il lieu ?

Le concours se déroulera au cours de la quatrième semaine de décembre et 1xBet annoncera les noms des gagnants dès le 31 décembre. Ces personnes recevront de magnifiques cadeaux de Nouvel An qui changeront leur vie pour toujours.

## Que recevront les gagnants ?

Les meilleurs rêves, choisis par

vote, recevront un financement de 1xBet. Les participants pourront ainsi réaliser leurs projets les plus chers, qu'il s'agisse d'aider leurs proches, de développer un projet social ou de créer quelque chose d'incroyable pour la société.

## Pourquoi est-ce important ?

« Réalisation des rêves » n'est pas un simple concours. Il s'agit d'un projet socialement significatif qui démontre la responsabilité d'une marque et sa volonté d'aider. De nos jours, les bonnes actions

inspirent les autres, créent une vague de changements positifs et prouvent que les rêves ne sont pas seulement des fantômes, mais aussi une réalité que l'on peut construire ensemble.

Un tel rêve peut être n'importe quoi - aider une famille à faire des réparations qu'elle ne pouvait pas se permettre, acheter à un adolescent le vélo dont il a besoin, de nouveaux gadgets ou un billet pour un événement sportif.

1xBet pense que chaque rêve est unique et mérite d'être entendu. N'ayez pas peur de faire des vœux avant les vacances. Participez à la création de miracles avec 1xBet ! Vous avez une chance unique de rendre ces vacances vraiment magiques. Partagez votre rêve, faites participer vos amis au vote et vous aurez une chance de le réaliser !

Et n'oubliez pas : cette année, les miracles deviennent réalité avec 1xBet. Ne ratez pas cette occasion, car votre histoire peut inspirer des milliers de personnes. Racontez votre rêve aujourd'hui et donnez à vous-même et aux autres une chance de le réaliser !

**Utilisez le code promo - BURUNDI25X - et recevez des bonus de bienvenue lors de votre inscription.**

## SOCIETE

# Gérard Nzoyisaba alias GN prépare le premier clip vidéo pour bientôt

Le chanteur GN originaire de la colline Musenyi, commune Mpanda, province de Bubanza, prévoit la sortie d'un premier clip vidéo en janvier 2025 pour sa chanson intitulée « Akagohe ». Afin de minimiser les dépenses, GN a ouvert un bar où il organise des karaokés et des concerts. En plus de la musique, il pratique l'élevage de volailles, de porcs et de poissons.

Chanter, c'est ma passion. J'ai commencé à faire de la musique lorsque j'étais en 5<sup>ème</sup> année de l'école fondamentale. Actuellement, j'ai un groupe, le GN Band, composé de 10 personnes, moi inclus », fait remarquer Gérard Nzoyisaba alias GN, un trentenaire, père de trois enfants, habitant la colline Musenyi, commune Mpanda, province de Bubanza. Il indique que dans sa carrière, il est parrainé par un grand chanteur évoluant au Kenya du nom de Jean Pierre Nimbona, connu sous les pseudonymes de Kidumu, Kibido et Kibuganizo.

M. Nzoyisaba cite plusieurs de ses chansons qu'il interprète sur des rythmes reggae, parmi lesquelles «Nyina w'abana», «Kanyana», «Twubake igihugu», «Twikebuke», «Ingenzi». Et de marteler : «Je vais sortir mon premier clip vidéo en janvier 2025. Mes chansons sont profanes. Je chante parfois en solo. Mes chansons ont pour but de changer et de faire évoluer la société».



Gérard Nzoyisaba alias GN : « En janvier 2025, je vais sortir mon premier clip vidéo ».

Louise Niyomwungere de la commune Mpanda, apprécie les conseils transmis par les chansons de GN.

«Il m'arrive même de participer à ses concerts. Malheureusement, ceux-ci se tiennent souvent la nuit. Ce qui m'empêche de les suivre, surtout que c'est à ce moment-là que je dois m'occuper des travaux ménagers», précise-t-elle.

## Minimiser les dépenses

GN annonce que l'une des difficultés qu'il a rencontrées au cours de sa carrière musicale concerne la cherté des salles à louer. «Pour y faire face, j'ai dû ouvrir un bar avec une salle où il m'est facile de jouer ma musique», informe-t-il avant de déplorer que les pluies torrentielles de novembre 2024 ont détruit presque toute la construction, occasionnant ainsi une perte estimée à environ 10 millions de FBu.

Il regrette également de ne pas avoir encore trouvé de promoteur. Pour diversifier ses sources de revenus, GN pratique l'élevage. «Aujourd'hui, j'ai 50 poules, 15 porcs et 3 étangs piscicoles», signale-t-il.

M. Nzoyisaba précise qu'il a donné de l'emploi saisonnier à 21 personnes, dont 9 membres du GN Band, 6 pour travailler au bar, 4 pour gérer les étangs piscicoles, et 2 pour s'occuper des volailles et des porcs.

Mélance Maniragaba

# Rumonge : Des projets pour concrétiser la vision 2040-2060

Dès l'année prochaine, la « Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 » entre dans sa phase opérationnelle. Les structures déconcentrées disposent des projets pour la mise en œuvre de cette vision. Entretien exclusif avec le gouverneur de la province de Rumonge sur les secteurs prioritaires



L'administration provinciale révèle des projets aquacoles en cours de développement pour booster le rendement de la pêche.

## La modernisation du secteur agropastoral

La politique de subvention des intrants contribue énormément au développement du secteur agricole. « Nous saluons les efforts de l'Etat pour subventionner les intrants agricoles même si les défis persistent. Durant cette saison culturale, il y a des retards dans l'acheminement des fertilisants vers certaines localités. Un retard imputable à l'impraticabilité des routes durant la saison pluvieuse ».

Les projets de promotion des cultures ciblent notamment les pommes de terre, le maïs, le thé dans les régions de hautes altitudes et les cultures d'exportation notamment le thé. Dans les régions de basse altitude et moyenne altitude, les autorités provinciales privilégient le manioc, le palmier à huile, le café, le riz et les bananiers. La culture du patchouli en association avec le palmier à huile est en cours de développement dans certaines localités.

Comme l'agriculture va de pair avec l'élevage, la province mise essentiellement sur l'élevage des petits ruminants, des volailles, des porcs, du bétail et des lapins pour générer des revenus supplémentaires. En ce sens, les communautés travaillent dans des coopératives pour mieux assimiler et intégrer les meilleures pratiques agro-pastorales.

## Des initiatives pour améliorer la qualité de l'éducation

L'éducation reste le maître-mot de tout pays qui aspire au développement durable. Sans une éducation de qualité, c'est l'avenir de tout un pays qui sera hypothéqué, laisse entendre le gouverneur. L'école reste la pépinière des futurs cadres du pays, des chefs d'entreprises, des médecins, des décideurs, des experts. Ainsi, à travers les commissions communales de l'éducation, l'administration pilote les réformes sur l'amélioration de la qualité de l'éducation. En ce

sens, les communes doivent voter des budgets chaque année pour soutenir le système éducatif. Les chefs de établissement scolaires sont tenus de suivre de près les prestations des enseignants.

Dans le domaine de la justice, « nous travaillons sur la restauration de la confiance dans les instances juridiques. Nous travaillons avec les responsables de la justice à travers les descentes semestrielles dans les différentes communes ». Ces descentes permettent de clôturer certains dossiers en suspens et de régler les contentieux latents dans les communautés. Cette initiative a permis de réduire drastiquement les plaintes et les lamentations des citoyens qui se présentaient régulièrement au cabinet du gouverneur.

## Un transport lacustre prometteur

Sur les régions côtières, la pêche reste la principale activité pour les populations qui vivent de la pêche et de la commercialisation des produits halieutiques. L'administration provinciale révèle des projets aquacoles en cours de développement pour booster le rendement de la pêche. Le gouverneur salue les réformes initiées pour améliorer la sécurité lacustre et, partant, le transport des biens et des personnes via le lac Tanganyika.

Il s'agit notamment du processus d'immatriculation des bateaux en cours. Ce qui permettra de suivre le mouvement des bateaux dans le lac et voler au secours des navires en détresse. Le lac a une importance économique indéniable par le truchement des activités

de pêche et l'import-export des marchandises. Le port commercial de Rumonge est en passe de devenir une plaque tournante de la sous-région. Les marchandises en provenance de la Tanzanie et de la République Démocratique du Congo (RDC) transitent via ce port. Il en est de même pour les produits manufacturés et les denrées alimentaires exportées vers l'Est de la RDC.

## A propos de la vision 2040-2060

La « Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 » a pour finalité de faire du Burundi une nation prospère. Cela suppose notamment une augmentation soutenue de la production des biens et des services. Ce qui conduit à l'amélioration de l'espérance de vie, à la satisfaction des besoins fondamentaux ainsi qu'à la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté dans toutes ses dimensions.

Après l'adoption du document de la Vision, le Gouvernement a ensuite entamé la révision du Plan National de Développement 2018-2027 pour l'aligner sur les orientations de ce document si stratégique. Le montant global du PND Révisé est de 85 704,8 milliards de BIF (soit 29,9 milliards USD) qui sera financé par le Gouvernement du Burundi, les Partenaires au Développement et le secteur privé. Pour combler le déficit de financement et réunir les conditions pour la réalisation de sa vision, le gouvernement vient d'organiser au début du mois courant une table ronde de mobilisation des ressources.

Benjamin Kuriyo

## SOCIETE

# Quand l'accès à l'eau potable devient un combat quotidien

Le centre urbain de Ngozi fait face à une pénurie d'eau potable dans tous ses quartiers. La population est contrainte de parcourir des kilomètres et des kilomètres ou de payer les conducteurs de vélos pour trouver cette manne nécessaire pour la survie. Malgré les efforts fournis par les autorités locales, l'eau potable reste inaccessible. Pourtant, les sources d'eau dans cette province sont nombreuses



Une grande partie de la population de la ville de Ngozi souffre de l'insuffisance de l'eau potable. Malgré les efforts fournis par les autorités locales, les familles continuent de se rendre chaque jour à des kilomètres de distance pour se procurer ce besoin vital.

pourcentage de la population qui en a besoin devient de plus en plus élevé »

A l'exception du quartier Rubuye situé en bas du centre urbain de Ngozi, même si l'eau n'arrive pas régulièrement, les autres quartiers sont très menacés par la pénurie d'eau potable, à savoir : les quartiers de Gabiro, Kanyami,

Shikiro, Camugani, Kinyami I et II, Burengo, Gisagara et Cibitoke. Désiré Minani a également indiqué qu'avec l'installation de l'eau lors du projet LVWATSAN II, ils avaient espéré que cela constituerait une meilleure solution à ce problème, mais en vain.

Les propriétaires des restaurants et des maisons de passage de ce centre

urbain demandent aux autorités de s'impliquer dans la résolution de ce problème. « Nous sommes fatigués de cette carence d'eau, car toute activité nécessite de l'eau. Pour s'en procurer, nous devons payer les conducteurs de vélos pour qu'ils aillent puiser l'eau avant l'arrivée des clients. Nous souhaitons que les administratifs puissent résoudre ce problème ».

## Les sources d'eau y sont légion

Actuellement, l'eau utilisé au centre urbain de Ngozi provient des forages. Ainsi, les sources à partir desquelles on peut capter l'eau sont nombreuses. « Il y a beaucoup de sources d'eau, mais pour capter et distribuer l'eau dans tout le centre urbain, cela nécessite beaucoup de moyens et des tuyaux en fonte. C'est un grand projet qui doit être exécuté par le gouvernement », a clarifié Minani, le gouverneur de la province de Ngozi avant d'affirmer qu'il y a encore des gens qui utilisent l'eau puisée dans les vallées.

Et d'ajouter : « Lorsque nous aurons de l'électricité en suffisance, nous pourrions accéder à cette source vitale sans plainte. Ainsi, si on essaie d'analyser cette situation, nous constatons qu'il est nécessaire d'alimenter le centre urbain en eau potable en quantité suffisante ».

Pour rappel, le projet LVWATSAN II a été financé par la BAD à hauteur de 87 millions USD dans le cadre de l'EAC. Il concernait 15 villes dans 5 pays de l'EAC qui sont : le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda. Du côté burundais, il concernait les centres urbains de Kayanza, Ngozi et Muyinga pour un montant de 22 millions USD. Il devait permettre l'élévation de l'approvisionnement en eau potable jusqu'à 6 fois dans le centre urbain de Ngozi.

Aline Niyibigira



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

